

● le retour de la guerre d'Algérie

Plus de dix ans après la signature des accords d'Evian, la guerre d'Algérie fait à nouveau recette. Le fait serait banal — étant donné les mœurs de l'édition et de goût plus ou moins spontané du public pour une littérature de « témoignage » à prétention historique — si cette subite floraison de publications et de films ne suivait dix ans de lourd silence soigneusement entretenu sur ces questions.

D'ABORD, la grosse artillerie : les quatre forts volumes d'Yves Courrière, des **Fils de la Toussaint aux Feux du Désespoir**. L'auteur ne s'en est pas tenu là : le film qu'il a confectionné avec des documents d'époque (**la Guerre d'Algérie**) est sorti dans les plus grandes salles parisiennes et a attiré un public remarquablement nombreux et varié (alors que les rares films consacrés jusqu'ici à des sujets semblables étaient l'objet d'une diffusion confidentielle, quand ils n'étaient pas interdits, comme **la Bataille d'Alger**). Pursuivant sur sa lancée, notre homme publie chaque semaine une revue richement illustrée, qui se vend comme des petits pains (elle tire à trois ou quatre cent mille exemplaires et n'a pratiquement pas de « bouillon »).

A côté de cette valeur sûre de l'édition littéraire et cinématographique, voici la foule des « souvenirs » et autres « mémoires » : Salan, Jouhaud, Soustelle, Godard, Jules Roy, Bollardièrre, et, bien sûr, Massu, redevenu grâce à la télévision et aux magazines féminins (1) une célébrité nationale. Et ce n'est pas le dossier accablant établi par Pierre Vidal-Naquet (**la Torture dans la République**) qui fera commercialement parlant contrepoids à cette défense et illustration de la torture (« çanefaitpasmal. La preuve ? J'ai essayé... »).

Le cinéma suit le mouvement, avec le film de Courrière déjà cité, avec la trilogie d'André Harris et Alain de Sédouy (**Français, si vous saviez**), avec la projection de **la Bataille d'Al-**

ger de Pontecorvo, avec le film de Vautier, « **Avoir 20 ans dans les Aurès** », dont la diffusion est symptomatiquement restée limitée à de petites salles.

C'est plutôt du côté des historiens « professionnels » qu'on s'agite le moins, à l'exception bien sûr des universitaires militants, tel Vidal-Naquet, qui n'ont pas attendu ces dernières années pour prendre la plume. Peu de choses à signaler de ce côté ; la lumière doit venir de Berlin, où on nous promet une thèse fort érudite sur la guerre d'Algérie.

Au terme de cet inventaire rapide, plusieurs questions se trouvent posées : quel est le sens de ce déferlement d'information ? Plutôt, s'agit-il vraiment d'information ? La guerre d'Algérie, telle qu'on nous la présente, est-elle pour nous un spectacle, une découverte, un souvenir, comme le demande J.-M. Domenach dans la récente Table ronde d'**Esprit** (octobre 72). Dans ce domaine, l'information ne saurait être neutre. Que représente la guerre d'Algérie, tant pour ceux qui y participèrent que pour ceux qui n'apprennent qu'aujourd'hui à la connaître ?

A la réflexion, on comprend assez bien que pendant dix ans la guerre d'Algérie soit restée au rang des souvenirs qu'on préfère ne pas trop agiter. Trop de gens avaient intérêt à ce qu'on n'en parle plus. De Gaulle, sous le règne duquel les opérations militaires n'ont pas été menées avec plus d' « humanité » que sous

la IV^e République... Une fois la page tournée, dans des conditions peu satisfaisantes pour l'« **honneur national** », il fallait penser à autre chose, amuser l'opinion avec les « **grands desseins** » de la diplomatie gaullienne. Quant aux colonels, aux ultras et autres activistes, on conçoit qu'ils aient eu besoin de ruminer leur déception et leur rancœur avant de les faire déferler... D'autant que bon nombre d'entre eux ont dû attendre la grande peur de 1968 et le pompidolisme pour être à nouveau accueillis dans la bonne société.

Et la gauche? Elle est finalement apparue comme la complice de la droite dans cette conspiration du silence. Le parti communiste, qui n'a pas été, c'est le moins qu'on puisse dire, un élément moteur de la résistance à la guerre avait hâte, lui aussi, de voir la page tournée. La social-démocratie avait à se purifier des lamentables errements de 1956, de la trahison des espoirs de paix dont était porteur le Front Républicain, du soutien à Lacoste et au « **national-mollettisme** ».

Mais la nouvelle extrême-gauche, précisément suscitée et renforcée par la lutte anti-colonialiste ? Mais le PSU ?... Ici, le silence s'explique peut-être par la faillite des espoirs mis dans l'avenir de la révolution algérienne. Malgré le surgissement du conflit vietnamien, l'impérialisme ne s'est pas effondré du jour au lendemain sous les coups d'une contestation venue de l'extérieur. Du côté algérien, on a peu fait pour remédier à ce blocage de la réflexion. C'est le peuple algérien qui écrira l'histoire de la guerre, nous assure-t-on à Alger. Et c'est fondamentalement vrai. Mais pourquoi justement l'entreprise est-elle si peu avancée ?

Si l'on cesse d'examiner le cas des têtes politiques et des militants, on se demande comment la génération la plus directement concernée, celle qui a « fait » l'Algérie (deux millions d'individus) s'est réinsérée dans la société. Tous les témoignages concordent pour faire état d'un « traumatisme » que la plupart des intéressés ont cherché à oublier. Beaucoup, rapporte Jacques Julliard, refusaient de parler parce que « tout ce qu'ils auraient pu dire à chaud était trop **chargé d'affectivité, trop marqué de leur histoire personnelle** » (**Esprit**, octobre 1972). Les appelés du contingent sont rentrés en France avec l'intention de « faire une croix » sur leurs souvenirs. Ce n'est que récemment qu'ils ont commencé à parler.

Soustelle et...

Edgar Faure

Dans ces conditions, on s'explique que les classes d'âge mises en mouvement en 1968 n'aient guère fait référence dans leur pratique politique aux événements d'Algérie, pratiquement absents de la littérature de mai. Seul le terme de « ratonnade » était resté dans toutes les mémoires... Mais jamais, à notre connaissance, l'ampleur de la répression policière n'a pu raviver le souvenir des massacres parisiens du 17 octobre 1961 (2).

Pourquoi donc, du jour au lendemain, ce revirement ? D'autres souvenirs, souvent peu glorieux pour la « conscience » nationale, relatifs à l'occupation, à la collaboration et à la résistance, ont attendu plus de vingt-cinq ans pour refaire surface, avec notamment le film **Le Chagrin et la Pitié** et diverses publications historiques (d'origine étrangère, bien sûr).

Explication immédiate, et insuffisante, la guerre d'Algérie est aujourd'hui une affaire rentable, et ce ne sont pas généralement les témoignages les plus riches et novateurs qui font le plus recette... Mais pourquoi le public suit-il ?

Il faut tenir compte de la liquidation du gaullisme et de ses rêves. Les Français retrouvent le sentiment d'appartenir à un pays de second ordre et voient resurgir du même coup les inquiétudes et les appréhensions nées de la ruine de l'empire colonial. Cette liquidation ne va pas sans de spectaculaires remaniements du personnel politique. Le siège parlementaire de Michel Rocard est enlevé par un UDR néo-phyte, ancien opposant d'extrême-droite à la politique algérienne de De Gaulle. Georges Bidault tente une réapparition électorale dans le 5^e arrondissement de Paris ; son échec nous réjouit, mais ne nous fait pas oublier le succès de Soustelle à Lyon, « salué » sur les ondes par Edgar Faure (tous deux ont d'ailleurs travaillé de concert à la répression en Algérie, l'un comme président du Conseil, l'autre comme gouverneur général en 1955).

La génération fraîchement venue à la politique, les jeunes militants des organisations d'extrême-gauche, sont amenés par leur pratique militante à fouiller les souvenirs de leurs aînés. En luttant contre l'impérialisme sous toutes ses formes (Vietnam, Tchad), en dénonçant la manière particulière dont le gou-

vernement fait régner l'ordre et la démocratie à Djibouti, à la Réunion ou ailleurs, en prenant conscience des méthodes de répression en usage dans la police française, en mettant en accusation le racisme et la situation faite aux travailleurs immigrés, ils découvrent que ces problèmes n'ont, en France, rien de nouveau. La « **pacification** » sanglante, le déplacement brutal de populations, la torture, mais aussi l'insoumission et la désertion n'ont pas commencé au Vietnam.

Enfin, du côté de la « **génération de l'Algérie** », les langues se délient. Le général de Bollardièrre, pendant toute une période après la publication de sa courageuse réponse à Massu, aurait reçu chaque jour plus de dix lettres émanant de soldats, mais aussi d'officiers qui, pour la première fois, se mettaient à raconter les exactions dont ils avaient été les témoins ou les exécutants.

Mais, à ce besoin nouvellement ressenti, il faut une matière offrant des garanties du point de vue de l'appréciation politique ou plus simplement de l'honnêteté et de la rigueur intellectuelles. Nous sommes souvent loin du compte...

Il faut l'avouer tout de suite, nous devons à Courrière et à ses émules quelques bons moments : la séquence où Guy Mollet, dans le même souffle, annonce que le service militaire ne sera pas prolongé, mais que les soldats feront six mois de plus est des meilleures. Il est réconfortant de découvrir qu'Argoud, en qui les militants anticolonialistes voyaient un des « **cerveaux** » du nouveau fascisme, n'est qu'un pantin assez dérisoire (en dépit ou à cause de la publicité induite que lui font Harris et Sédouy). Dans un registre infiniment plus dramatique, d'autres images devaient nécessairement être montrées : celles où l'on voit, après les émeutes de Philippeville, un soldat abattre froidement un passant, devant la caméra ; celles des premières manifestations musulmanes à Alger en décembre 1960..

Ces films et ces publications ont une autre utilité : ils fournissent à ceux qui l'ont oublié et à ceux qui ne l'ont jamais connu l'indispensable repérage chronologique. Mais cela est bien évidemment insuffisant.

Les événements défilent, bien à leur place, sans qu'on soit en mesure d'expliquer leur surgissement. Dans le film de Courrière, la genèse algérienne du 13 mai, ses prolongements mé-

tropolitains restent incompréhensibles. Plus grave, si l'on admet que toute cette affaire, comme le dit l'un des participants à la table ronde d'**Esprit**, était avant tout « **une histoire entre Français à propos des Algériens** », les événements de France (ou leur absence) sont constamment minimisés. On voit apparaître, à l'extrême fin de la période, l'OAS, la mobilisation populaire antifasciste, Charonne, mais rien n'est dit sur l'inertie qui a précédé, sur le racisme ouvert ou latent, pas plus que sur la portée et les limites de la résistance. « **Avoir 20 ans à Paris, c'est ce qui jamais ne nous est montré** » (Madeleine Reberieux).



Le peuple algérien écrira l'histoire de la guerre.

Dans la chronique d'Yves Courrière, on assiste au triomphe de l'anecdote, souvent gratuite. L'arrestation de Salan a droit à dix pages et à un grand luxe de détails. Même scénario pour les diverses opérations d'« intoxication » des dirigeants de willayas par les services secrets français. Mais l'évolution

de la conscience nationale du peuple algérien n'est pas réellement montrée. Le FLN, dans le film de Courrière, c'est l'image stéréotypée du maquisard marchant au pas. Nous savons que « **le colonel sortit à cinq heures** », quel tabac il fumait, quel temps il faisait ce jour-là : nous ne comprenons pas comment les Algériens sont devenus indépendants.

Les récits et mémoires publiés par les témoins militaires ne modifient guère ce constat. Le titre d'un de ces livres « **Je ne regrette rien** », par le capitaine Sergent, résume assez bien le niveau de cette littérature de ruminations.

Il ne s'agit pas là de reproches purement stylistiques. La façon dont on prétend nous rendre compte de la guerre correspond au but qu'on veut atteindre et aux exigences supposées du public virtuel. **Historia-Magazine** doit se vendre aussi bien aux rapatriés qu'aux travailleurs algériens d'où un savant dosage : une photo de Massu, une autre de Ferhat Abbas ; trois lignes sur les tortures, trois pages sur un massacre d'Européens. Prétention à la neutralité au demeurant illusoire et mystificatrice. On applique en fait « la recette bien connue du pâté de cheval et d'alouette » (Pierre Vidal-Naquet).

Même certains films militants n'échappent pas à toute critique. **La Bataille d'Alger**, réalisée avec la collaboration de Yacef Saadi, n'a pourtant rien du film de pure louange. Le processus d'acceptation du terrorisme « aveugle » y est remarquablement situé, notamment par rapport aux précédents du terrorisme européen. Mais, paradoxalement, la façon courtoise dont sont présentés et valorisés certains éléments de l'armée française (on comprend mal, à cet égard, les protestations soulevées par le film dans ces milieux) fausse quelque peu le débat, comme si la bataille d'Alger avait été un combat « **entre soldats** », alors que, nous le savons, la lutte contre l'oppression colonialiste n'est pas une bataille « **à armes égales** ».

Le film de Vautier, « **Avoir 20 ans dans les Aurès** », s'inspire du récit authentique d'un soldat français (interviewé par Harris et Sédouy dans le dernier volet de leur trilogie) qui déserta avec le prisonnier qu'il avait pour mission de faire disparaître au cours d'une de ces trop fameuses « **corvées de bois** ». Film remarquable, mais qui ne va pas jusqu'au bout

de la reconstitution, puisque le héros meurt victime d'un malentendu absurde.

le même combat

Ni le récit sécurisant, faussement neutre et « objectif », ni l'image, pour vraie et scrupuleuse qu'elle soit, ne suffisent à rendre compte d'événements qui ne cessent pourtant de nous interroger. Et les questions qu'ils nous posent concernent l'impact du conflit sur les institutions et la société française, sur ce qu'il permet d'en entrevoir.

Et d'abord, pourquoi, encore une fois, ce silence de dix ans après la paix ? Pierre Vidal-Naquet se demande, dans son livre sur la torture, pourquoi il n'y a pas eu en France de « **nouvelle affaire Dreyfus** » à l'occasion des révélations du comité Maurice Audin. Il incrimine justement la puissance des moyens de conditionnement idéologique dont dispose désormais l'Etat bourgeois. Est-ce suffisant ? Il a fallu attendre quinze ans pour que le terme de torture remplace celui de « **sérvices** » dans la bouche des autorités. Et la seule sanction prise dans l'armée contre un tortionnaire au moment de la guerre d'Algérie concerne un caporal-chef puni à l'automne 62 pour les mauvais traitements qu'il avait infligés à de jeunes recrues... Pendant la guerre on a saisi de nombreux journaux qui disaient la vérité ; on a tenté d'asphyxier financièrement la presse libre. Mais aucun des nombreux procès intentés n'est venu devant les tribunaux, de peur que les révélations incriminées soient portées devant le public.

Nous pourrions aussi nous interroger utilement sur la langueur, la passivité ou la trahison de la gauche française face à ses responsabilités, sur cette foi aveugle dans les valeurs « humanistes » de la France éternelle qui désarmait des hommes de « gauche » face au refus du colonialisme, qui braquaient des enseignants laïques et syndicalistes contre le « **fanatisme** » musulman des patriotes algériens. Et ce n'est pas un hasard non plus si le PCF a longtemps maintenu contre vents et marées la thèse thorézienne de l'Algérie, « **nation en formation** », appelée à vivre avec la France dans une « **union libre** » qui n'implique pas nécessairement le divorce... Mais nous sommes bien placés pour savoir que

c'est à l'occasion du conflit algérien que des militants ont rompu avec les organisations traditionnelles, que sont nées des solidarités qui ont eu leur prolongement en 68...

Le conflit algérien, révélateur du mensonge permanent et de l'incroyable bonne conscience de la classe dirigeante. Les mêmes individus (politiciens, juges, journalistes) qui considéraient comme criminelle l'idée que l'Algérie pût un jour accéder à l'indépendance, admettent tout aussi nécessairement, aujourd'hui, que la chose se soit faite. Qu'ont-ils appris ou compris entre-temps, et à quel coût ? Et c'est le même combat que nous devons mener, touchant de pareilles « **évidences** » (le statut des minorités ethniques en France, la répression policière, le régime des prisons, la militarisation de la jeunesse, etc.).

Une exigence s'affirme : contrôler l'informa-

tion historique pour que demain l'on ne puisse pas à nouveau dire : « **si j'avais su...** ».

René SCHNEIDER ■

(1) Elle du 10 juillet 1972 citait le livre du brave général *parmi les lectures recommandées pour les vacances. Avis aux cœurs sensibles...*

(2) *Manifestation pacifique organisée par le F.L.N. parisien pour protester contre le couvre-feu imposé aux Algériens : 30.000 participants, plus de 10.000 arrestations, plusieurs dizaines d'Algériens sont noyés dans la Seine, ou tués dans la cour de la préfecture de police en présence de Papon (actuel député du Cher), qui, sur ce point n'a jamais cherché à démentir les accusations de Vidal-Naquet... Ces événements forment la trame du film de J. Panijel (octobre à Paris) qui n'a jamais eu de diffusion commerciale.*